



Bulletin de liaison Janvier 2021

Mesdames et Messieurs les adhérents du CIERV,

Voici le deuxième numéro de notre bulletin de liaison. Nous espérons que le premier vous a donné satisfaction ; la persistance des contraintes liées à la crise sanitaire prolonge le temps d'incertitude qui est le nôtre depuis mars 2020 et rend difficile l'organisation de manifestations sous la forme dont nous avons l'habitude depuis 2016. Le site Internet et ce bulletin sont donc, pour un temps que nous espérons limité, les seuls moyens qui nous permettent de maintenir le contact et de faire vivre, sur un mode ralenti, notre association.

L'Assemblée Générale prendra cette année une forme particulière. Ne pouvant nous réunir physiquement, nous sommes conduits à l'organiser par correspondance. Vous avez reçu ou allez recevoir un courrier contenant le rapport moral ainsi que le rapport financier de l'année 2020 et vous aurez à vous prononcer sur leur validation. Par ailleurs, plusieurs membres du conseil d'administration ayant décidé de ne pas renouveler leur participation, nous devons procéder à l'élection de nouveaux administrateurs ; la liste des candidats vous sera adressée avec le courrier évoqué ci-dessus. Vous devrez nous retourner le tout au plus tard le 13 février 2021.

Nous avons décidé que l'adhésion 2021 serait gratuite pour les personnes déjà adhérentes en 2020. Afin de manifester votre volonté de demeurer membre du CIERV, vous devrez nous retourner le bulletin qui vous a été adressé dans un précédent courrier.

Mesdames et Messieurs, nous vous remercions pour votre soutien fidèle et espérons, dès le printemps, pouvoir vous proposer, dans des conditions sans doute encore contraintes, une reprise de notre activité. Nous nous y employons.

Pour le Conseil d'Administration du CIERV

Le Président, Michel Promérat

REPÈRES

Suzanne BERTILLON ; Une résistante méconnue à Vichy entre 1941 et 1944¹

Nièce d'Alphonse Bertillon, l'inventeur de l'anthropométrie, auquel elle consacra une biographie en 1941, Suzanne Bertillon est née à Paris le 23 juin 1891. Dans les années 1920-1939, elle est journaliste pour *Le Matin*, *Le Jour*, *Le Courrier Royal*, *La Revue Hebdomadaire* ; elle est proche des milieux de droite, voire d'extrême-droite, essentiellement par anticommunisme. Elle s'engage successivement dans les cercles monarchistes, doriotistes, puis au PSF (Parti Social Français) du colonel De La Rocque. Tout en manifestant une grande méfiance à l'égard de l'Allemagne, où elle a séjourné dès

¹ Ce texte s'appuie sur le témoignage substantiel (45 pages) que Suzanne Bertillon a donné le 20 octobre 1945 à Madame Merlat pour le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale. Il est consultable aux Archives Nationales, sous la cote AN 72 AJ 58 et est disponible en ligne sur le site :

<https://www.siv.archivesnationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/multimedia/Galerie.action?mediaParam==?UTF8?B?RIJBTl8wMDg2XzAxNjY5NV9MLmpwZyNGUkFOXzAwODZfMDE2NzM5X0wuanBn?=&udTitle==?UTF-8?B?UExBTl1ERS1MOS1UT1VS?=&xpointer=&mmName>

l'âge de 10 ans, elle appartient brièvement au comité France-Allemagne, mais son patriotisme - elle parle même de « *nationalisme intransigeant* »- fait d'elle, en 1938, une antimunichoise.

La défaite de 1940 la trouve au Puy-en-Velay (elle est secrétaire de rédaction du journal *La Liberté*) où elle est proche du maire Eugène Pebellier, lui aussi membre du PSF, député de la Haute-Loire, qui vote en faveur des pleins pouvoirs constitutionnels au Maréchal Pétain le 10 juillet. Elle affirme que à cette date « *le vainqueur de Verdun était le seul capable de regrouper les Français divisés et de donner au monde une image de la France terrassée mais unie dans le malheur* ». Mais elle semble s'être engagée pour aider des familles juives ; c'est d'ailleurs pour obtenir des passeports pour l'une d'elles qu'elle gagne Vichy en juin 1941 ; elle y a des relations familiales ; son oncle René Gillouin (1881-1970) est une des plumes, au moins à cette date, de Pétain. Il s'entremet auprès de Romain Roussel, directeur de la censure, et de Jean Dufour, son adjoint, qui acceptent de recruter Suzanne Bertillon dans leur service, avec l'accord de Paul Marion, alors secrétaire d'Etat à l'Information. En raison de sa connaissance des langues, elle y est chargée du contrôle de la presse étrangère. C'est dans ce contexte qu'elle va entrer en relation avec des journalistes suisses et américains, et constituer progressivement un réseau qui rassemble des informations qui sont ensuite transmises par le biais du chiffre de l'ambassade des Etats-Unis ou plus tard, de son chargé d'affaires. Elle doit quitter le service de la censure le 13 décembre 1941, plusieurs des textes qu'elle a proposés ayant déplu à ses supérieurs. En juin 1942, elle entre en contact avec Virginia Hall (1906-1982) qui, sous couvert de son statut de correspondante du *New York Post* à Vichy, travaille pour les services secrets américains, qui n'ont plus de présence dans la capitale provisoire depuis la rupture des relations diplomatiques avec la France. Suzanne Bertillon lui communique une revue de presse à partir des informations que lui font remonter ses contacts dans les ministères. Puis ce seront des renseignements militaires, peu importants à Vichy, mais bien davantage à Clermont-Ferrand et sa région.

Les motivations profondes de cet engagement, qui ne fait que que s'accroître entre la fin de 1941 et 1943, ne nous sont pas connues avec précision. Suzanne Bertillon affirme que ce sont les affaires d'Indochine (l'installation des Japonais dans la péninsule en septembre 1941) puis les menaces que font peser les Allemands sur l'Afrique du Nord qui, heurtant son patriotisme, la décident à passer à l'action. Si l'anti-germanisme semble donc premier, il faut sans doute lui adjoindre une anglophilie marquée (elle affirme, « *nouveau Christophe Colomb découvrir l'Amérique à Vichy* »). A joué sans aucun doute, surtout à partir de 1942, un refus de la politique antisémite mise en œuvre par le gouvernement. L'on notera qu'une partie de l'explication tient peut-être aux liens avec les milieux protestants ; son oncle René Gillouin est un proche du Pasteur Boegner, dirigeant de l'Eglise réformée, qui proteste vivement contre les rafles de l'été 1942. Gillouin a adressé dès 1941 à Pétain une lettre dans laquelle il manifeste son hostilité au second statut des Juifs : « *La révocation de l'édit de Nantes, qui est entrée comme une tâche sur la gloire de Louis XIV, apparaîtra comme une bergerie à côté de vos lois juives, Monsieur le Maréchal* ». Gillouin est exclu des cercles gouvernementaux dès le retour de Laval au pouvoir en avril 1942 et placé en résidence semi-surveillée à son domicile de Vaison-la-Romaine. A-t-il influencé sa nièce dans son engagement ? C'est possible, mais sans certitude. Quoi qu'il en soit, le parcours de Suzanne Bertillon est proche de celui de bien d'autres résistants des premières années de l'occupation. Venus souvent des milieux de droite, attachés à la personne de Pétain, souvent bien introduits dans les cercles du pouvoir, mais ardents patriotes, ils n'acceptent ni l'occupation, ni la résignation ; revenus de leurs illusions à propos de Pétain, ils entrent peu à peu en dissidence, certains dès 1941, la plupart à partir de la fin de 1942. L'on aura reconnu la trajectoire de ceux qu'il est convenu de nommer désormais les vichysto-résistants.

Le réseau que Suzanne Bertillon a mis en place s'étoffe à partir de janvier 1943 (la majorité des agents entrent dans le réseau après l'invasion de la zone Sud) et se structure sous forme pyramidale, chaque agent étant responsable d'un groupe de sous-agents dont les membres demeurent inconnus des autres

échelons. A Vichy, le réseau compte 11 agents² (dits agents A), eux-mêmes à la tête d'informateurs (agents B ou C) ; certains sont engagés dans d'autres réseaux ; ainsi Pierre Marzillière (pseudo Henri Martel) qui travaille à l'Office Français de l'Information, est un membre actif du NAP - Super NAP (Noyautage des Administrations Publiques), tout comme Francis Bervy. Le PC du réseau se trouve au domicile de Suzanne Bertillon à Vichy, 14 rue Germot. Bientôt, l'activité s'étend dans le Sud-Est de la France, notamment à Marseille, Toulon, Nîmes, Alès, Perpignan, villes dans lesquelles Suzanne Bertillon se déplace fréquemment (toutes les semaines à partir de 1943), avec des escales au Puy-en-Velay ou à Toulouse. A la fin de la guerre, « la chaîne » selon la dénomination employée par ses membres pour désigner le réseau, compte 90 agents, parmi lesquels le couple Cirrera, Lucienne Fouques, le Dr Puy, Pottecher à Toulon, Batavi, Boglione, Mace à Marseille. Cette « chaîne » s'apparente à un réseau de relations professionnelles, parfois mondaines, recrutées dans un milieu restreint, à dominante médicale (médecins, pharmaciens, infirmières) et bourgeoise (un baron, un éditeur, un sous-préfet), dont l'engagement à droite est apparent.

Parmi ces agents, à Vichy, se trouve Louis Marin (1871-1960). Cet homme politique, aujourd'hui assez oublié, est dans les années 1920-1940 l'un des ténors du Parlement. Député de Meurthe et Moselle, il est le chef de la principale famille de la droite, la Fédération républicaine, conservatrice et patriote. Le 10 mai 1940, Louis Marin est nommé ministre d'État dans le cabinet remanié de Paul Reynaud ; il refuse l'armistice, s'affirme partisan de la poursuite des combats. Le 10 juillet 1940, bien que réticent aux pleins pouvoirs, il n'a pas pu ou pas voulu s'opposer à la majorité de son groupe qui a massivement voté en faveur du projet Pétain-Laval, et il s'est réfugié dans une absence peu glorieuse. Il demeure à Vichy de juillet 1940 à mars 1944, logeant à l'hôtel d'Aix et Chambéry, dont le propriétaire est le responsable départemental de la Fédération républicaine. Marin se tient à l'écart du pouvoir, ne rencontre jamais Pétain et fait une seule visite à Laval le 22 septembre 1940. Ayant des amis et des antennes dans toutes les administrations, il est tenu au courant des intrigues et des rumeurs et reçoit des ambassadeurs présents à Vichy des informations confidentielles sur les opérations militaires. Il est donc l'un des informateurs privilégiés du réseau mis en place par Suzanne Bertillon, avant de quitter Vichy le 18 mars 1944, puis de gagner Londres le 10 avril.

Des liens étroits sont établis avec les services de renseignement des Etats-Unis qui donneront au réseau le curieux nom de HI-HI. Jusqu'à la fin de 1941, ces liens passent par l'ambassade à Vichy, malgré les réticences de l'amiral Leahy, soucieux d'une position plus neutre qui maintienne le contact avec l'Etat Français. A compter de la fin 1942, les liaisons se font par le biais de l'ambassade des Etats-Unis à Madrid, d'où viennent les fonds et où sont envoyés les rapports minutieusement recopiés par les agents du réseau, souvent par Suzanne Bertillon elle-même, la nuit, à son domicile de Vichy. Ces liaisons transpyrénéennes supposent l'existence de passeurs qui franchissent clandestinement la frontière. C'est le cas de Ramon Cirrera, d'origine espagnole, qui de Perpignan gagne Barcelone où il livre ses messages et en réceptionne d'autres, et ce quatre ou cinq fois par mois pendant un an et demi, aidé par son épouse Thérèse et parfois relayé par son beau-frère Alphonse Cazals. Raymond Sète (c'est un pseudonyme derrière lequel nous ne sommes pas parvenus à mettre un nom véritable), apporte quant à lui des fonds depuis l'Espagne, vingt mille francs par mois à partir de juin 1943. C'est grâce à ces périple risqués que parviennent aux services américains des renseignements recueillis à Vichy, à Marseille ou à Toulon sur l'état de l'opinion en France, sur les bases sous-marines à bombarder (celle de Mourapienne le 2 décembre 1943), sur des convois de train à détruire (en gare de

² Guy Pfeiffer, Pierre Marzelière (pseudo Henri Martel), Mr et Mme Watteville-Berkheim, Louis Marin, Francis Bervy, Ginette et Fernand Brouty, Maurice Constantin-Weyer, Albert Chambon, Léon Renier. Mis à part Constantin-Weyer, aucun n'a de lien direct avec Vichy. La plupart y sont de passage, employés de ministères (Chambon) ou repliés (Fernand Brouty 1885-1973, co-propriétaire de la maison d'édition Arthème Fayard, administrateur de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Candide*). Le rôle de ces agents à Vichy est très variable. Cela va de la simple aide ponctuelle (le couple Brouty accueille Suzanne Bertillon à leur domicile de Cusset lorsqu'elle se sent menacée ; Fernand Brouty lui confie des reportages pour *Candide* afin qu'elle bénéficie d'une « couverture » pour ses déplacements) à la collecte systématique de renseignements importants (Pierre Marzelière) en passant par la diffusion d'informations déjà assez largement connues et qui n'apportent que peu d'éléments nouveaux. Seuls quatre agents sont classés P2 : Suzanne Bertillon, Pierre Marzelière, Louis Marin, Francis Hervy.

Maintenon le 18 février 1944), sur l'implantation des aérodromes et même sur de nouvelles armes (dans les carrières de Houilles) ou sur des dépôts de carburant (celui de la forêt de Marcenat). Cette activité ne va pas sans risques. La surveillance des services allemands, à Vichy même, puis dans l'ensemble de la zone Sud, de la police italienne dans le Sud-Est, conduit à plusieurs arrestations: Lucienne Fouques est arrêtée à Toulon, de même que Pierre Marzelière à Vichy le 31 mars 1944 (déporté à Auschwitz puis à Buchenwald, il meurt à Gardelegen le 13 avril 1945). Suzanne Bertillon est arrêtée à Vichy le 10 juillet 1944, transférée pendant trois jours à la villa Chabrol, boulevard des Etats-Unis, puis à la Mal Coiffée à Moulins, dont elle sera libérée le 21 août.

Ce réseau, à l'activité peu connue, encore moins à Vichy, est représentatif d'une forme de résistance, née dans des cercles proches du pouvoir, qui a élargi son action à la moitié Sud du pays. Elle n'appartient ni à la résistance gaulliste, encore moins à la résistance communiste, mais à une action conduite en lien avec les Etats-Unis. Est-ce pour ces raisons qu'elle est oubliée ? Elle mérite, de façon certaine, d'être mieux connue et reconnue.

UN SITE IMPORTANT

La Fondation de la Résistance : <https://www.fondationresistance.org/pages/accueil/>

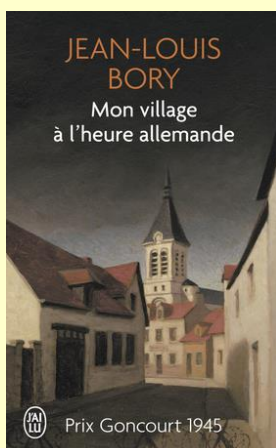
Depuis peu, la Fondation de la Résistance dispose d'une chaîne sur la plate-forme You Tube. Elle donne accès à de nombreuses ressources audiovisuelles : témoignages de résistants, mises au point scientifiques sur des événements ou des thématiques, commentaires de documents ou encore captations de journées d'études et de formations. Cette chaîne sera abondée régulièrement. Chacun pourra s'y abonner et diffuser les liens des vidéos :

<https://www.youtube.com/channel/UCYJnnSxNynWvowHQJolXg7A/featured>

La fondation de la Résistance a également publié un ouvrage qui sera utile aux chercheurs : *Retracer le parcours d'un résistant. Guide d'orientation dans les fonds d'archives* (Archives & Culture, 2020) écrit par Fabrice Bourrée

RELECTURE

Retour sur le(s) Prix Goncourt 1945



L'année 1945 fut évidemment une année singulière pour le pays qui tentait de se remettre en ordre malgré les déchirures et les rancunes accumulées. Elle le fut aussi pour le milieu littéraire, qui était en pleine ébullition et où les règlements de comptes allaient bon train. Cette année-là deux prix Goncourt furent décernés. Le premier, en juillet, fut attribué, au titre de l'année 44, à Elsa Triolet, pour son recueil de nouvelles *Le premier accroc coûte deux cents francs*. Elsa Triolet, auteur déjà confirmé, devenait ainsi la première femme lauréate du Goncourt. En décembre, le prix de l'année 1945 revenait à un tout jeune écrivain, Jean-Louis-Bory, auteur du roman *Mon village à l'heure allemande*.

Que disent ces choix de la situation de ces institutions que sont les jurys littéraires à la Libération et de l'état d'esprit du public d'alors ? Quelles images des années 40-45 ces romans nous donnent-ils à voir ?

Entre 1944 et 1960, l'académie Goncourt couronnera une dizaine de romans prenant pour thème la guerre et l'Occupation. La lecture de ces romans est pour l'historien une source d'information intéressante, en ce qu'elle donne à voir l'évolution de l'image de la période de la guerre dans les années qui ont suivi le conflit mondial et les enjeux idéologiques et politiques de ces représentations

dans la conscience collective. Dans les limites de ce texte, nous nous en tiendrons au roman de Bory, qui ouvre la séquence.

Les choix hautement politiques du jury Goncourt

À la Libération, la légitimité de l'Académie Goncourt est à reconstruire. Sur les dix membres composant le jury, trois jurés, dont Sacha Guitry, sont inscrits sur la liste noire de l'épuration par le Comité national des écrivains où Aragon joue un rôle éminent, et sont donc empêchés. La dernière recrue du jury en 1944 n'est autre que Colette, qui avait pourtant régulièrement publié dans les journaux collaborationnistes. Le choix d'Elsa Triolet, égérie d'Aragon et emblème de la Résistance communiste, fut donc perçu à l'époque comme une volonté de rachat de la part de l'académie Goncourt. L'ouvrage d'Elsa Triolet avait été préféré au roman de Roger Peyrefitte *Les amitiés particulières* dont Émile Henriot, critique littéraire du Monde, évoquait pudiquement « un sujet spécieux et qui a déjà des lecteurs³ ». De la même façon, le livre de Bory l'emportait sur *Le Mas Théotime* d'Henri Bosco, dont le roman, par la tonalité mystique et l'expression lyrique de l'attachement à la terre, n'était pas incompatible avec les valeurs prônées par la Révolution nationale et ne convenait donc pas aux rapports de force de l'heure. Émile Henriot ne s'y trompe pas en reconnaissant la grande valeur littéraire du roman de Bosco, « une œuvre remarquable », selon lui, « lourde de suc et chargée de vie spirituelle⁴ », qui valut à son auteur, à défaut du Goncourt, la consolation du Renaudot.

Le recueil de nouvelles d'Elsa Triolet évoquait la lutte armée de la Résistance. La première nouvelle, *Les amants d'Avignon* avait été publiée en 1943 par les éditions de Minuit, créées dans la clandestinité. Elsa Triolet, en écrivant ces quatre nouvelles très guerrières qui composent le recueil, construisait la geste héroïque de la Résistance. Le titre du recueil donnait d'ailleurs le ton en reprenant le message crypté qui avait annoncé le débarquement en Provence.

Le roman de Bory, un malentendu littéraire ?

Avec le roman de Bory, *Mon village à l'heure allemande* (Notons au passage que le titre a fait mouche et que l'expression « à l'heure allemande »⁵ aura une riche postérité), l'on est très loin de l'héroïsme des nouvelles d'Elsa Triolet. C'est une peinture de la France occupée à travers la chronique du village imaginaire de Jumainville et de ses habitants au printemps 44. Le nom du lieu a été inventé par l'auteur, ce qui donne à l'œuvre une valeur de généralité.

Bory a écrit un roman de mœurs dans le style naturaliste, avec la verve et la truculence d'un Gabriel Chevalier, l'auteur de *Clochemerle*, ou du Marcel Aymé de *la Jument verte*. Ses personnages, qui prennent tour à tour la parole pour commenter à leur façon les événements qui se déroulent dans le village, forment un chœur désaccordé où les passions les plus basses se donnent libre cours : peur, jalousies, haines, dénonciations, compromissions agitent le petit monde de Jumainville. Bory dresse une galerie de portraits hauts en couleur et sans nuances : le gros fermier qui s'enrichit en trafiquant avec les Allemands, le commerçant qui dénonce à l'occupant tous ceux qui ne lui plaisent pas, le curé réactionnaire qui mène ses paroissiens à la baguette et veut se faire bien voir du diocèse, l'instituteur humaniste et bonhomme, qui cultive son jardin, la tenancière de l'unique café, au verbe haut et à la sensualité peu regardante, ou encore l'ancienne danseuse, qui, devenue bigote et espionne pour le compte du curé, est écartelée entre la foi et la tentation de la chair. Tous ces fantoches se démènent devant nous dans une sorte de branle burlesque.

Dans ce roman, la guerre et l'Occupation ne sont guère plus que la toile de fond d'une étude des mœurs villageoises où le contexte historique agit à la manière d'un réactif chimique. On peut dès lors

³ *Le Monde* du 4 juillet 1945.

⁴ *Le Monde* du 20 décembre 1945

⁵ La France après la défaite passa sur le fuseau horaire de l'Allemagne et le resta après la Libération.

douter de la pertinence de l'affirmation d'Emile Henriot écrivant : « *Mon village à l'heure allemande*, en dépit du tour jovial, mérite d'être retenu comme un témoignage sur l'histoire de l'Occupation »⁶. En fait, les personnages de Bory sont d'abord des types littéraires, dans une certaine tradition réaliste-naturaliste. Significatif de ce point de vue est le traitement conventionnel de la figure de l'occupant qui renvoie à l'image de l'envahisseur issue de la tradition littéraire. L'officier allemand rappelle ainsi son alter ego prussien dans *Boule de Suif* de Maupassant.

Le roman de Bory fut un grand succès de librairie avec plus de 145 000 exemplaires vendus et 170 000 lors de sa publication en édition de poche. Les critiques en général avaient retenu la légèreté et le comique de farce et sans doute le roman de Bory correspondait-il à « l'idée préétablie que le public contemporain se faisait de la réalité de l'Occupation »⁷. Bory expliquera que son ambition était de dénoncer l'avilissement des hommes habités par « la peur du sauvage », ce qui n'avait donc rien de plaisant. L'un des personnages constate avec tristesse que les gens du village sont devenus « des bêtes qui parlent ». Bory avait d'ailleurs envisagé ce titre pour son roman. Ce malentendu littéraire entre l'auteur et son public reposait sans doute sur l'écriture elle-même qui ne se démarquait pas des conventions du réalisme et avait conforté les lecteurs dans un système de représentation familial, qui précisément aujourd'hui fait de ce livre un livre si daté.

Paradoxalement, le choix fait par les Goncourt du recueil d'Elsa Triolet et du roman de Jean-Louis Bory, dicté par les circonstances, fixait comme les deux pôles entre lesquels allait osciller la représentation littéraire des années sombres jusqu'à aujourd'hui.

Elsa Triolet, *Le premier accroc coûte deux cents francs*, collection Folio Gallimard.

Jean-Louis Bory, *Mon village à l'heure allemande*, éditions « J'ai lu ».

DEUX OUVRAGES RÉCENTS

Walter STUCKI : *La fin du régime de Vichy*, Editions La Baconnière, 2020

Réédition d'un livre paru en 1947, avec illustrations et présentation par l'historien Marc Perrenoud.

Le récit des événements de l'été 1944 à Vichy par l'ambassadeur de Suisse. Une parution utile, la première édition étant épuisée, mais qui aurait beaucoup gagné à être appuyée d'un appareil critique plus riche, plus précis et moins révérencieux.

Rémi DALISSON : *Les soldats de 1940, La génération sacrifiée*, CNRS Editions, 2020

Plus qu'une étude des combattants de 1940, une analyse de leur place longtemps marginale, voire dévalorisée, dans la mémoire nationale depuis 1945. Si le propos ne convainc pas toujours, le livre contribue à attirer l'attention sur une lacune de l'historiographie, sans pour autant la combler. Sur le même sujet, voir **Evelyne Gayme**, *Vivre la captivité de 1940 à nos jours*, *Prisonniers de guerre*, Imago, 2019.

⁶ *Le Monde* du 12 septembre 1945.

⁷ Sylvie Ducas, *La littérature de guerre à tout prix* in *Les Goncourt dans leur siècle – Un siècle de prix Goncourt*, Paris 2005.